

En Allemagne, Schulz accumule les déconvenues

Merkel creuse l'écart dans les sondages face au candidat social-démocrate, à quatre mois des législatives

BERLIN - correspondant

Ce n'est pas parce que le printemps a été noir que l'automne ne sera pas radieux. Voilà en substance ce que répète Martin Schulz depuis la débâcle du Parti social-démocrate (SPD), dimanche 14 mai, dans son bastion historique de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Bien que largement distancé par Angela Merkel dans les sondages, le président du SPD veut croire que cette lourde défaite – la troisième en six semaines après les revers essayés par son parti dans la Sarre, le 26 mars, et le Schleswig-Holstein, le 7 mai – ne l'empêchera pas de remporter les élections législatives du

24 septembre, et donc de devenir lui-même chancelier. C'est encore ce qu'il est venu dire lors du congrès du SPD bavarois, dimanche 21 mai, à Schweinfurt, en assurant à ses troupes que « *les jours difficiles sont derrière nous* ».

Un jour difficile, le SPD en a pourtant connu un nouveau, lundi 22 mai. A l'origine, le parti espérait frapper fort en présentant à la presse les « *grandes lignes* » de son programme pour les législatives. Un mois avant le congrès du 25 juin, lors duquel l'intégralité de celui-ci doit être dévoilée, ce rendez-vous avait un seul but : en finir avec les commentaires, de plus en plus insistants parmi les adversaires politiques du SPD comme parmi les éditorialistes, sur le caractère trop général des discours de M. Schulz, riches en formules percutantes mais jusque-là très pauvres en propositions concrètes.

Défensive

Or, c'est peu de dire que cet objectif n'a pas été rempli. D'abord, parce que plusieurs médias alle-

mands, citant des membres de la direction du SPD, ont annoncé, dimanche soir, que la conférence de presse prévue le lendemain après-midi au siège du parti, à Berlin, était ajournée. Un report justifié, selon ces sources, par la nécessité de se donner un peu plus de temps pour caler les choses. Lundi matin, l'information est démentie : le rendez-vous aura bien lieu, fait savoir le SPD aux journalistes.

Mais au moment du point presse – dont tout le monde s'est demandé jusqu'à la dernière minute s'il ne serait pas annulé en raison, cette fois, d'un colis suspect ayant provoqué l'évacuation des lieux en fin de matinée –, l'ambiance est pour le moins tendue : Katarina Barley, la secrétaire générale du SPD, apparaît sur la défensive, passant l'essentiel de son temps à tenter de convaincre son auditoire que les péripéties des dernières vingt-quatre heures ne sont dues qu'à un problème logistique lié à la nécessité de prendre en compte le grand nombre

de contributions sur le programme adressées à la direction du parti par sa base, et en aucun cas à des désaccords sur le fond.

Reste que le document de 71 pages finalement distribué à la presse, une heure et demie plus tard, n'a pas réussi à dissiper cette impression de flottement. Intitulé « Plus de temps pour la justice. Sécuriser l'avenir et renforcer l'Europe », celui-ci a tout, en effet, du catalogue de bonnes intentions. Divisé en chapitres dont les titres visent autant à mobiliser le cœur de l'électorat du SPD (« *un Etat social plus fort* », « *une société ouverte et moderne* », « *les meilleures écoles et un bon système de santé* ») qu'à délégitimer les conservateurs en préemptant leurs thèmes de prédilection (« *plus de*

sécurité dans la vie quotidienne », « *une politique migratoire maîtrisée* »), ce document ne répond toujours pas à certaines questions précises, notamment sur ce que veulent proposer les sociaux-démocrates en matière d'impôts et de retraites.

Confusion

Un début de programme encore flou, présenté dans la confusion et en l'absence du principal intéressé, Martin Schulz, qui a préféré laisser à d'autres le soin d'en faire l'exégèse auprès de la presse : à quatre mois des législatives, la contre-offensive promise par le SPD pour faire oublier ses trois défaites électorales de ces dernières semaines se fait toujours attendre.

Le chef du SPD a préféré laisser à d'autres le soin de faire l'exégèse de son début de programme

Or, de son côté, M^{me} Merkel n'en finit pas de conforter son avance dans les enquêtes d'opinion. Contrairement à son adversaire social-démocrate, la chancelière conservatrice ne semble pas pâtir du fait que son parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), n'a lui non plus toujours pas dévoilé son programme pour la prochaine législature. Comme si ses douze an-

nées à la tête du pays suffisaient, pour l'heure, à convaincre une majorité d'Allemands de lui confier à nouveau la direction du gouvernement pour la quatrième fois consécutive.

Dans un sondage de l'institut Emnid publié, dimanche, par le

quotidien *Bild*, la CDU est créditée de 38 % des voix aux élections de septembre, douze points devant le SPD. Selon cette même enquête, seuls 29 % des électeurs affirment qu'ils voteraient pour M. Schulz si le mode de scrutin leur permettait d'élire directement leur chancelier, tandis que 53 % choisiraient M^{me} Merkel. Début février, ils étaient 46 % à souhaiter la victoire du premier et seulement 40 % à espérer celle de la seconde. ■

THOMAS WIEDER

LE CONTEXTE

LÉGISLATIVES

24 septembre

Les élections législatives allemandes se dérouleront le 24 septembre. L'enjeu principal est de savoir si Angela Merkel parviendra à être réélue une quatrième fois à la chancellerie.

GRANDE COALITION

SPD-CDU

C'est actuellement une « grande coalition » entre les conservateurs de la CDU et les sociaux-démocrates du SPD qui gouverne, faute de majorité absolue d'un seul des deux partis. Ensemble, ils disposent de 502 sièges sur les 630 du Bundestag.

ALTERNATIVE

Libéraux

Si Angela Merkel ne parvient pas à obtenir la majorité absolue seule, elle pourrait privilégier une coalition avec les libéraux du FDP. Ceux-ci ont disparu du Bundestag après les législatives de 2013, mais les sondages prédisent leur retour.